

7 AVRIL 1919

595

310

EVD KW Zentrale 1914–1918/3–4

*Le Directeur de la Banque Nationale, R. de Haller,  
au Chef du Département de l'Economie publique, E. Schulthess*

L

Paris, 7 avril 1919

Nous avons eu samedi soir une conférence entre délégués des pays neutres: Danemark, Norvège, Suède, Hollande et la Suisse. Dans cette conférence, nous nous sommes communiqués les impressions que chacun avait pu recueillir dans ses conversations privées. Il ressort de cet entretien que les Alliés nous ont fait venir sans un plan défini. Nous considérons que ce n'est pas à nous à faire des propositions et dans la première séance plénière, nous avons décidé de ne pas émettre des idées mais d'attendre les communications qui nous seraient faites et d'insister sur le fait que c'est au débiteur, soit à l'Allemagne, de soumettre des propositions. Dans nos conversations privées, nous avons beaucoup insisté sur ce qu'il est de toute importance pour le crédit commercial allemand que les échéances privées provenant d'opérations commerciales soient réglées et nous considérons comme opérations privées les crédits officiels que chacun de nos pays a dû consentir sous une forme analogue à ceux accordés par la Suisse. Nous croyons savoir que les délégués anglais et américains considèrent également qu'il faut entendre les propositions des Allemands. La Conférence plénière qui devait avoir lieu aujourd'hui est remise à mardi à 4 heures. On perçoit très bien la nervosité des Français qui craignent de n'avoir pas, en temps voulu, les fonds liquides pour une reconstitution rapide des provinces du Nord et aujourd'hui M. de Lasteyrie m'a laissé entrevoir que la France demanderait un droit de priorité pour le paiement des sommes qui lui seront dues. Entre neutres nous avons déjà discuté ce point de vue et sommes décidés à élever opposition formelle, car ce serait léser nos droits et, à notre avis, la ruine du crédit de l'Allemagne au point de vue commercial et industriel. Devant l'incertitude du point de vue des Alliés, j'estime qu'il est prématuré de prier M. Stucki de venir à Paris. Les autres Délégués n'ont pas non plus les pleins pouvoirs en sorte que nous serons tous obligés d'en référer avant de faire des propositions à l'Allemagne et aux Alliés.

#### *Crédit de 18 millions*

Au grand regret, je n'ai pas encore pu amener M. de Lasteyrie à me promettre que l'autorisation serait donnée d'envoyer les dix-huit millions d'or. Samedi dernier, il me paraissait mieux disposé et aujourd'hui il s'est retranché devant la crainte que cela impliquerait des envois d'or chez les autres neutres; en sorte que cette question de la couverture des crédits déjà échus, il y en a en Suède, au Danemark, sera sans doute reprise dans la discussion générale.

J'aurai l'honneur de vous faire rapport par le prochain courrier sur le résultat de la Conférence officielle et de la réunion des Délégués neutres qui la suivra.